

Mahdisme et Démocratie religieuse : une relation complexe

✻ Kanyinda Mukadi Mohamed¹

Résumé

Le présent article explore les relations complexes entre le mahdisme et la démocratie religieuse dans le contexte des sociétés musulmanes contemporaines. Le mahdisme, ancré dans les traditions eschatologiques de l'islam, notamment dans le chiisme, repose sur l'attente du retour du Mahdi, une figure messianique qui instaurera une ère de justice divine. La démocratie religieuse, quant à elle, cherche à concilier les principes démocratiques modernes avec les valeurs religieuses islamiques, comme en témoignent des systèmes politiques tels que la République islamique d'Iran. Pour cette fin, la méthode qualitative-comparative, basée sur l'analyse de documents religieux, politiques et des études académiques existantes en ce domaine a été utilisée et les données ont été collectées à l'aide de deux sources : sources primaires (textes religieux : hadiths, versets coraniques), sources secondaires (articles académiques et les études contemporaines sur ce sujet). L'article examine les convergences et divergences entre ces deux concepts. D'un côté, le mahdisme projette une vision eschatologique où la justice est rétablie par une intervention divine, ce qui semble en tension

1. Département de psychologie et sciences de l'éducation, Institut International de recherche Al Mustafa, Qom, Iran. Email : kanyinda.mohamed.mk@gmail.com

avec les principes démocratiques de participation et de délibération humaine. D'un autre côté, la démocratie religieuse tente d'intégrer les valeurs islamiques dans des structures politiques modernes, en cherchant à équilibrer l'autorité religieuse et la souveraineté populaire. L'étude met en lumière les défis posés par cette coexistence, notamment les tensions entre la légitimité religieuse et les droits humains, la gestion de l'autorité politique, et les conflits d'interprétation des textes sacrés. Elle souligne également les opportunités offertes par cette interaction, notamment la possibilité de créer des systèmes politiques plus justes et inclusifs, fondés sur des valeurs religieuses partagées.

Mots clefs : Mahdisme, démocratie religieuse, théocratie, participation citoyenne, islam politique.

Introduction

Le mahdisme et la démocratie religieuse représentent deux concepts clés dans les débats contemporains sur la politique et la religion dans le monde musulman. Le mahdisme, ancré dans les traditions eschatologiques de l'Islam, notamment dans la pensée chiite, évoque l'attente du retour du Mahdi, un guide divinement désigné, dont l'apparition est synonyme de justice et de rétablissement de l'ordre divin sur Terre. Cette idée s'articule autour de la vision messianique d'un futur idéal où la gouvernance sera placée sous la guidance divine, bouleversant ainsi les structures politiques et sociales établies. Dans cette perspective, le Mahdi incarne non seulement un sauveur spirituel mais aussi une figure de légitimité politique. En ce sens, le mahdisme offre une interprétation du politique et du religieux qui dépasse les formes de gouvernance traditionnelles et propose un modèle de justice divinement ordonnée (Nasr, 2014). La démocratie religieuse, quant à elle, désigne des systèmes politiques où la gouvernance est profondément influencée, voire dirigée, par des principes religieux, cherchant à concilier la souveraineté divine avec la participation populaire. Elle interroge la compatibilité entre la démocratie, avec ses principes d'égalité et de liberté, et l'autorité divine, généralement incarnée par des institutions religieuses. Ce type de gouvernance peut être observé dans des pays tels que l'Iran, où un système de "république islamique" cherche à maintenir un équilibre entre le pouvoir religieux (représenté par le guide suprême) et le pouvoir démocratique, tout en restant profondément ancré dans une vision islamique de la politique (Keddie, 2003). Cependant, l'application de la démocratie religieuse dans des contextes contemporains, avec ses tensions entre les principes religieux et les exigences démocratiques, soulève des questions complexes sur la place du pouvoir populaire dans des sociétés marquées par une forte autorité religieuse (Esposito & Mogahed, 2007).

L'intersection de ces deux concepts soulève une question fascinante : comment un système politique basé sur l'attente d'une figure messianique, tel que le Mahdi, peut-il s'intégrer dans des structures politiques contemporaines, souvent définies par des principes démocratiques ? Le mahdisme et la démocratie

religieuse, bien qu'enracinés dans des traditions spirituelles et religieuses, se confrontent à des défis contemporains complexes : l'équilibre entre la légitimité religieuse et la participation citoyenne, la reconnaissance des droits humains dans un cadre théologique, ainsi que la gestion de l'autorité politique. Le mahdisme, en tant que fondement d'une gouvernance messianique, semble poser un défi à l'idéal démocratique par sa conception d'un pouvoir unifié et divinement ordonné (Tabatabai, 1996). La présente étude s'efforcera d'analyser les *convergences et divergences* entre le mahdisme et la démocratie religieuse. D'un côté, la figure du Mahdi incarne une attente de justice et d'ordre divins qui semble, à première vue, se confronter à l'idée de pouvoir partagé et de participation démocratique. D'un autre côté, dans des pays comme l'Iran ou le Pakistan, des formes de gouvernance religieuse sont déjà en place, où la démocratie et la religion coexistent, parfois de manière harmonieuse, parfois contradictoire (Rahman, 2009). Cette étude mettra en lumière les implications politiques de ces visions religieuses et analysera leurs applications concrètes dans les sociétés musulmanes contemporaines. Ce projet visera à explorer le rôle du Mahdi dans la pensée politique islamique et à évaluer comment les démocraties religieuses contemporaines adaptent ou rejettent les principes de cette gouvernance messianique. Les enjeux théologiques, politiques et sociaux associés à ces deux concepts seront au cœur de cette réflexion, en vue de mieux comprendre les défis et les opportunités qu'ils offrent dans le contexte des sociétés musulmanes modernes (Sachedina, 2003).

Objectifs de l'étude

Cette étude a pour objectif d'examiner les relations complexes entre le mahdisme et la démocratie religieuse, en mettant en lumière les convergences et divergences entre ces deux concepts dans le contexte des sociétés musulmanes contemporaines. Pour atteindre ces objectifs, cette recherche se concentrera sur ces questions principales :

1. Quels sont les fondements théologiques et doctrinaux du mahdisme et de la démocratie religieuse ?

2. Existe-t-il des convergences ou des tensions irréductibles entre ces deux visions ?
3. Quels sont les exemples historiques ou contemporains illustrant cette interaction ?

Revue de littérature

Le concept de *mahdisme*, notamment dans le contexte islamique, fait référence à l'attente du retour du Mahdi, un sauveur eschatologique qui, selon la tradition islamique, viendra rétablir la justice et la vérité avant la fin des temps. Cette croyance, fortement ancrée dans les traditions chiites et sunnites, est souvent liée à des conceptions apocalyptiques et de transformation du monde. Parallèlement, la notion de *démocratie religieuse*, surtout en lien avec l'islam, fait référence à une forme de gouvernance qui cherche à allier les principes démocratiques modernes avec les valeurs religieuses islamiques. L'intersection entre ces deux concepts – mahdisme et démocratie religieuse – soulève d'importants débats sur la manière dont une société religieuse peut fonctionner démocratiquement tout en restant fidèle aux enseignements eschatologiques de l'islam.

Le mahdisme occupe une place centrale dans le discours eschatologique de l'islam, tant dans les traditions sunnites que chiites. Dans le chiisme, le Mahdi est souvent identifié comme le douzième imam, al-Mahdi, qui est occulté et reviendra à la fin des temps pour établir un règne de justice (Al-Sadr, 1989). Dans le sunnisme, bien que le Mahdi soit également attendu, son rôle est perçu de manière plus générale, sans une relation aussi personnelle et directe que dans le chiisme (Amin, 2020). Le retour du Mahdi, dans ces traditions, est souvent envisagé comme un moment où la gouvernance du monde sera réorientée selon des principes de justice divine, ce qui soulève la question de savoir si et comment ces principes peuvent être appliqués dans un cadre politique moderne. Plusieurs chercheurs ont exploré le lien entre le mahdisme et l'espoir de la transformation sociale et politique. *Abd al-Rahman al-Kawakibi*, dans son ouvrage « *The Nature of Tyranny* » (1902), évoque le Mahdi comme une figure qui pourrait non seulement rétablir l'ordre moral et social, mais aussi mettre fin à l'injustice et à l'oppression

des régimes politiques actuels. Cette attente peut encourager des mouvements politiques, parfois radicaux, qui croient en l'imminence de cette transformation divine et cherchent à appliquer les principes islamiques de manière stricte dans l'actualité politique (Soroush, 2024). Dans des contextes plus contemporains, le mahdisme a également été utilisé par certains groupes politiques pour justifier des actions révolutionnaires, souvent dans des contextes de contestation sociale et politique. Les mouvements islamistes, comme ceux qui ont pris le pouvoir en Iran après la révolution de 1979, se sont parfois appuyés sur la figure du Mahdi pour légitimer leur gouvernance théocratique et justifier des actions politiques qui cherchent à préparer le terrain pour l'avènement du Mahdi (Esposito, 2021).

Le concept de démocratie religieuse est particulièrement pertinent lorsqu'il est appliqué aux sociétés musulmanes. La démocratie religieuse en islam pose la question de la compatibilité entre les principes démocratiques modernes – comme la participation politique, les droits humains et la liberté de conscience – et l'application des enseignements religieux islamiques. Sayyed Hossein Nasr (2013), dans ses travaux sur la gouvernance islamique, explique que l'islam, tout en étant une religion universelle et spirituelle, propose des principes éthiques qui peuvent théoriquement guider les politiques publiques d'une société. Toutefois, l'interprétation de ces principes peut varier considérablement d'un contexte à l'autre. La démocratie religieuse, selon certains théoriciens, se fonde sur l'idée que la politique et la religion ne doivent pas être séparées, mais qu'elles doivent coexister de manière harmonieuse. Al-Rashid (2019) soutient que la démocratie religieuse en islam peut se manifester sous une forme hybride où des mécanismes démocratiques existent tout en maintenant un cadre religieux fondé sur les principes islamiques. Cela inclut, par exemple, des institutions politiques où les responsables sont élus, mais sous la condition qu'ils respectent les enseignements religieux. Toutefois, la mise en œuvre de la démocratie religieuse dans des sociétés musulmanes est un défi majeur. Soroush (2024) met en lumière les tensions qui existent entre la gouvernance islamique et les normes démocratiques modernes, en particulier en ce qui

concerne les droits des minorités, la liberté d'expression et l'égalité des sexes. Dans un tel cadre, la démocratie religieuse n'est pas simplement un modèle de gouvernance mais devient une pratique qui nécessite une réconciliation entre des valeurs démocratiques universelles et des interprétations religieuses parfois rigides.

La question centrale de cette revue de littérature est de savoir si le mahdisme peut coexister avec un modèle de démocratie religieuse. D'un côté, la figure du Mahdi dans l'islam représente un changement radical du monde et un retour à un état de justice divine. Cet idéal apocalyptique, qui se produit dans un contexte eschatologique, semble difficilement compatible avec une vision démocratique fondée sur l'autonomie humaine et la délibération publique. Le retour du Mahdi est souvent associé à une gouvernance absolue qui s'impose de manière divine, contredisant les principes démocratiques d'élection, de représentation et de responsabilité politique. Certains auteurs affirment que la croyance en l'avènement du Mahdi pourrait effectivement poser un obstacle à la construction d'une démocratie authentique. En attendant la venue du Mahdi, des sociétés musulmanes pourraient être réticentes à adopter des modèles démocratiques modernes, croyant que seule l'intervention divine peut apporter la justice véritable. Cela est particulièrement vrai dans les sociétés où le mahdisme est très présent, comme en Iran, où les autorités théocratiques se sont souvent appuyées sur des principes eschatologiques pour légitimer leur autorité politique et religieuse (Esposito, 2021). Cependant, d'autres chercheurs, comme Sayyed Hossein Nasr (2013), soutiennent qu'il est possible de concilier l'attente messianique avec des principes démocratiques. Dans ce cadre, le mahdisme ne doit pas être perçu comme une interruption de la démocratie, mais plutôt comme une source d'inspiration pour une gouvernance éthique. La vision du Mahdi pourrait ainsi servir de modèle spirituel pour un système démocratique, où les gouvernants sont vus comme des serviteurs de Dieu qui doivent promouvoir la justice, la paix et l'égalité, tout en étant responsables devant la communauté.

Approche Méthodologique

Méthode de Recherche Qualitative

La recherche adopte une approche qualitative, basée sur l'analyse de documents religieux, politiques et des études académiques existantes. L'objectif est de saisir les nuances théologiques et politiques liées à ces deux concepts.

Méthode Comparative

Une méthode comparative sera utilisée pour analyser les similarités et les différences entre le mahdisme (en particulier dans les traditions chiïtes) et les démocraties religieuses contemporaines. Cette méthode mettra en évidence les points communs et les divergences concernant la gouvernance religieuse et l'application des principes religieux dans les systèmes politiques.

Collecte des Données

Sources Primaires

Les sources primaires seront essentielles pour une compréhension approfondie des doctrines religieuses et des systèmes politiques :

Textes religieux : Étude des hadiths concernant le mahdisme, du Coran et des écrits des théologiens chiïtes (comme, Al-Sadr).

Discours théologiques et politiques : Étude des travaux de théologiens et de politologues qui discutent du rôle de la religion dans la gouvernance, du Mahdi dans les sociétés musulmanes et de l'application de la sharia dans les régimes démocratiques.

Sources Secondaires

Les sources secondaires incluront des articles académiques, des livres et des études qui ont déjà abordé les concepts de mahdisme et de démocratie religieuse, notamment : Les études contemporaines sur les démocraties religieuses dans des pays comme l'Iran, le Pakistan, et l'Arabie Saoudite (notamment les travaux de John Esposito et S. H. Nasr).

Contexte historique et théorique

L'idée d'un messie attendu ou d'un rédempteur ultime est un phénomène récurrent dans l'histoire religieuse de l'humanité. Dans le chiisme, et particulièrement dans le courant duodécimain, cette figure prend la forme de l'Imam Mahdi, dernier descendant du Prophète, disparu lors de son occultation (*ghayba*) et dont le retour marquera l'instauration de la justice divine sur Terre (Sachedina, 1981). Ce concept a servi de catalyseur pour des mouvements sociaux et politiques, notamment dans les périodes de crises ou d'oppression (Halm, 1991). La démocratie religieuse, pour sa part, émerge comme une tentative de combiner la souveraineté populaire et les normes divines dans un cadre où les valeurs religieuses jouent un rôle central (Mavani, 2013). Contrairement à la théocratie stricte, elle valorise des principes tels que la consultation (*shura*), la justice sociale et la participation des citoyens, tout en respectant les lois religieuses comme sources de légitimité (Abou El Fadl, 2004). Bien que le mahdisme soit principalement associé à des attentes eschatologiques, il a également inspiré des mouvements politiques concrets, souvent en tension avec les idées modernes de pluralisme et de démocratie. En explorant ces tensions et convergences, cet article s'efforce de mieux comprendre les implications de cette interaction pour les sociétés contemporaines.

Enjeux et pertinence

L'étude du lien entre le mahdisme et la démocratie religieuse est essentielle pour appréhender les défis auxquels font face les sociétés où la religion joue un rôle structurant. Alors que le mahdisme tend à projeter ses idéaux dans une temporalité future, la démocratie religieuse exige une gouvernance immédiate, ancrée dans les réalités sociales et politiques actuelles. Cette interaction, parfois perçue comme paradoxale, peut également offrir des perspectives inédites pour penser des modèles politiques hybrides conciliant spiritualité et modernité. En adoptant une approche neutre et comparative, cet article invite à réfléchir sur la manière dont des idéaux religieux anciens peuvent s'articuler avec les besoins politiques contemporains, sans se limiter à un cadre géographique ou culturel particulier.

A. Fondements théologiques du mahdisme

Le mahdisme, issu principalement du chiisme, repose sur la croyance en une figure messianique, l'Imam Mahdi, qui viendra instaurer la justice et la paix universelles. Bien que ses interprétations varient, ses bases doctrinales sont enracinées dans les textes islamiques et les traditions prophétiques (*hadiths*).

- **Coran** : Bien que le Mahdi ne soit pas explicitement mentionné dans le Coran, plusieurs versets sont interprétés comme faisant allusion à un guide divin attendu, notamment ceux traitant de la victoire des croyants et de l'établissement de la justice (Sourate 24:55, 21:105) (Sachedina, 1981).
- **Hadiths** : Les traditions prophétiques mentionnent fréquemment la venue du Mahdi. Selon un célèbre hadith, le Prophète Muhammad aurait déclaré : « *Si le monde ne devait durer qu'un seul jour, Dieu prolongerait ce jour jusqu'à ce qu'il envoie un homme de ma descendance qui remplira la terre de justice comme elle était auparavant remplie d'injustice* » (Rapporté par Abu Dawud, voir Halm, 1991).

Le Mahdisme dans le chiisme

Dans le chiisme duodécimain, le Mahdi est identifié comme Muhammad al-Mahdi, le douzième et dernier Imam, disparu à l'âge de cinq ans lors de la Grande Occultation (*Ghaybat al-Kubra*) en 941. Il est considéré comme vivant, mais invisible, guidant spirituellement les croyants jusqu'à son retour. Les chiites croient que son retour marquera la fin des injustices terrestres (Nasr, 2006).

- Occultation mineure (*Ghaybat al-Sughra*) : Une période durant laquelle le Mahdi communiquait avec ses partisans par l'intermédiaire de représentants désignés (*sufara*).
- Occultation majeure (*Ghaybat al-Kubra*) : Une phase d'absence totale où les croyants doivent se tourner vers les juristes religieux (*mujtahids*) pour les guider (Mavani, 2013).

B. Le Mahdisme dans l'histoire

Le concept de Mahdi a joué un rôle crucial dans les

mouvements sociaux et politiques à travers l'histoire. Son invocation a souvent servi de moteur pour mobiliser les masses, renverser les régimes oppressifs ou revendiquer une autorité religieuse et politique légitime.

1. Les premiers mouvements mahdistes

- **Révoltes chiïtes** : Dès les débuts de l'islam, les chiïtes ont utilisé le concept du Mahdi pour contester le pouvoir des califats omeyyades et abbassides. Ces mouvements s'appuyaient sur l'idée que le Mahdi rétablirait les droits usurpés des descendants du Prophète (Halm, 1991).

- **Le mahdisme sunnite** : Bien que le mahdisme soit plus structuré dans le chiïsme, des figures messianiques ont également émergé dans le sunnisme, notamment dans les périodes de crise (Cook, 2002).

2. Exemples historiques de mouvements mahdistes

- Le Mahdi soudanais (*XIX^e siècle*) : Muhammad Ahmad ibn Abdallah s'est proclamé Mahdi en 1881, mobilisant les tribus soudanaises contre l'oppression ottomane et britannique. Sa révolte a mené à la création d'un État islamique au Soudan (Esposito, 2001).

- Les mouvements chiïtes au Moyen-Orient : Les Safavides en Iran (*XVI^e siècle*) ont utilisé l'idée du Mahdi pour légitimer leur domination en tant que défenseurs du chiïsme (Arjomand, 1984).

3. Dimensions sociopolitiques du mahdisme

Le mahdisme ne se limite pas à une dimension purement religieuse. Il a souvent servi de cadre pour des revendications politiques, des réformes sociales et des mobilisations populaires.

Le mahdisme a été utilisé par des leaders religieux ou politiques pour légitimer leur autorité en temps de crise. Les figures revendiquant être le Mahdi ou parlant en son nom ont souvent cherché à incarner l'espoir d'un avenir meilleur pour les opprimés (Sachedina, 1981).

Historiquement, l'idée du Mahdi a été un puissant moteur de mobilisation des masses, particulièrement dans les contextes de

colonisation, d'injustice sociale ou de crise économique. La promesse d'un règne de justice universelle a inspiré des révoltes contre des pouvoirs perçus comme illégitimes (Halm, 1991).

4. Le mahdisme dans le contexte contemporain

Dans le monde moderne, le mahdisme continue d'influencer les imaginaires politiques et religieux, bien que ses manifestations soient plus subtiles.

Le mahdisme reste une source de réflexion pour les intellectuels religieux, en particulier dans les contextes chiites. Certains pensent que l'attente du Mahdi peut coexister avec la nécessité d'un gouvernement temporaire basé sur des principes islamiques, comme dans le système de la *wilayat al-faqih* (gouvernance du juriste) en Iran (Mavani, 2013).

- **Mouvements chiites** : Le mahdisme inspire les communautés chiites à maintenir leur foi dans un avenir meilleur, en dépit des défis sociopolitiques actuels (Nasr, 2006).
- **Groupes marginaux** : Certains groupes radicaux ont détourné l'idée du Mahdi pour justifier des actes violents ou des visions extrémistes (Cook, 2002).

Dans un monde globalisé, l'idée d'un guide universel pouvant transcender les frontières nationales résonne avec les aspirations à la justice mondiale. Cependant, cette universalité reste confrontée aux réalités politiques, économiques et culturelles complexes (Esposito & Voll, 2001).

C. Fondements doctrinaux du mahdisme et de la démocratie religieuse

Le mahdisme trouve ses racines dans la croyance en la venue ou le retour d'une figure messianique, appelée l'Imam Mahdi, qui établira un règne de justice divine. Ce concept est particulièrement central dans le chiisme duodécimain, où il est associé au douzième Imam, Muhammad al-Mahdi, considéré comme étant en occultation (*ghayba*) depuis le IX^e siècle. Cette occultation est divisée en deux phases :

- **La petite occultation (*Ghaybat al-Sughra*)** (874-941), où le Mahdi communiquait avec ses partisans à travers des représentants désignés.
- **La grande occultation (*Ghaybat al-Kubra*)**, toujours en cours, où toute communication directe a cessé, laissant place à l'attente de son retour pour instaurer la justice universelle (Sachedina, 1981).

Cette attente eschatologique dépasse les frontières religieuses, influençant les mouvements sociaux et politiques. Le mahdisme a servi, à diverses époques, de moteur pour mobiliser des populations face à l'oppression ou pour légitimer des révolutions. Par exemple, le mouvement mahdiste dirigé par Muhammad Ahmad au Soudan au XIX^e siècle en est une illustration.

Caractéristiques fondamentales du mahdisme

- 1. La justice universelle** : Le Mahdi est vu comme le restaurateur de la justice dans un monde marqué par l'injustice et la corruption.
- 2. Le rejet des structures oppressives** : Historiquement, le mahdisme a souvent été utilisé pour contester des systèmes politiques considérés comme illégitimes.
- 3. Un avenir eschatologique** : Contrairement aux systèmes politiques ancrés dans le présent, le mahdisme projette son idéal dans un futur indéfini.

D. La démocratie religieuse : Une synthèse entre spiritualité et souveraineté populaire

La démocratie religieuse vise à établir un équilibre entre les principes religieux et la souveraineté populaire. Contrairement à la théocratie, où l'autorité repose entièrement sur les chefs religieux, ce modèle propose une participation active des citoyens dans les processus décisionnels, tout en respectant les lois et valeurs religieuses.

La démocratie religieuse se réfère à la coexistence des principes démocratiques — tels que la participation citoyenne, la représentation et la protection des droits individuels — avec des fondements religieux. Dans de nombreux contextes, les religions peuvent influencer la législation, la politique et les normes

sociales. Toutefois, le défi consiste à équilibrer la foi et la liberté, ainsi qu'à préserver les droits de tous, y compris ceux qui ne partagent pas une vision religieuse dominante (Sachedina, 2001). Cette situation engendre une tension permanente entre la volonté populaire et l'autorité religieuse (Aghaie, 2004), et c'est dans ce cadre que le mahdisme peut également se manifester.

Les fondements de la démocratie religieuse dans l'islam peuvent être trouvés dans plusieurs principes :

Le concept de consultation (*shura*) : Le Coran insiste sur la nécessité de consulter les membres de la communauté dans les affaires importantes (Coran 42:38). Ce principe est interprété par de nombreux penseurs musulmans comme une base pour les systèmes démocratiques modernes.

La justice sociale (*adl*) : Une gouvernance légitime doit promouvoir la justice et l'égalité entre les citoyens, conformément aux injonctions coraniques (Coran 4:58).

La souveraineté de Dieu et la délégation à l'humain : Dans le cadre de la démocratie religieuse, la souveraineté ultime appartient à Dieu, mais les humains sont considérés comme ses représentants (*khalifa*) sur Terre, responsables de mettre en œuvre les lois divines.

1. Perspectives doctrinales contemporaines

Dans les discussions modernes, des penseurs islamiques tentent de concilier ces deux dimensions. Par exemple, des figures comme Ali Shariati et Muhammad Baqir al-Sadr ont exploré comment des concepts chiites, dont le mahdisme, pourraient être intégrés dans des cadres politiques modernes tout en répondant aux aspirations démocratiques des populations (Mavani, 2013). Ces approches cherchent à établir une interaction dynamique entre l'idéalisme religieux et les réalités politiques contemporaines.

La démocratie religieuse dans le monde contemporain représente une forme de gouvernance qui cherche à intégrer les principes religieux dans les structures politiques et sociales, tout en respectant les valeurs démocratiques telles que la participation citoyenne, la justice sociale et les droits de l'homme. Cette forme de gouvernance se distingue des régimes

strictement laïcs ou autoritaires en ce qu'elle cherche à fonder l'ordre social sur des préceptes religieux tout en permettant une certaine forme de délibération et de participation populaire. Cependant, elle se manifeste de différentes manières dans le monde contemporain et varie en fonction des contextes géopolitiques, historiques et culturels.

Iran

L'Iran, après la Révolution islamique de 1979, est souvent cité comme un exemple majeur de démocratie religieuse. Le pays a adopté un modèle de **république islamique** où les principes de la loi islamique (sharia) régissent une grande partie de la législation, tout en permettant une certaine forme de participation électorale. Le système politique iranien combine à la fois un **leader suprême**, qui est une autorité religieuse, et des institutions démocratiques comme le **Parlement** et le **président élu**. Ce modèle tente d'intégrer la théocratie et la démocratie en établissant un équilibre entre l'autorité religieuse et la gouvernance démocratique (Nasr, 2013).

Arabie Saoudite

L'Arabie Saoudite représente un autre modèle où les principes religieux occupent une place dominante dans la gouvernance. Bien que le pays soit une monarchie absolue sans élections démocratiques véritables, il reste ancré dans un cadre où l'Islam joue un rôle central dans l'organisation politique, sociale et juridique. Le système saoudien repose sur une interprétation conservatrice de l'Islam wahhabite, et les autorités religieuses exercent une grande influence sur la législation et la vie publique. Cependant, le manque de mécanismes démocratiques fait de l'Arabie Saoudite un cas plus proche de la théocratie que de la démocratie religieuse (Al-Rasheed, 2022).

Pakistan

Le Pakistan est un autre exemple de démocratie religieuse, bien que son système politique présente des tensions et des contradictions. Fondé comme un État musulman, le pays a adopté une constitution qui reconnaît l'Islam comme la religion d'État et inclut des clauses qui imposent que les lois doivent être

compatibles avec la sharia. Bien qu'il existe un système démocratique avec des élections, des partis politiques et un parlement, le rôle de l'Islam et des autorités religieuses dans la politique est encore très fort, et des débats existent sur la manière dont la sharia devrait être appliquée dans les lois civiles et pénales (Hassan, 2019).

Inde

Bien que l'Inde soit officiellement un État laïque, la question de la démocratie religieuse est pertinente dans le contexte de son système politique, surtout en ce qui concerne l'influence de l'hindouisme dans la politique. Des partis comme le **BJP** (Bharatiya Janata Party), dirigé par des nationalistes hindous, ont cherché à renforcer l'importance de l'hindouisme dans la politique nationale. Bien que le pays maintienne des institutions démocratiques solides, la montée de l'influence religieuse dans la politique, notamment en ce qui concerne les droits des minorités musulmanes et chrétiennes, soulève des questions sur la séparation entre religion et politique (Jaffrelot, 2020).

E. L'avenir de la démocratie religieuse dans un monde globalisé

À mesure que le monde devient de plus en plus interconnecté, la question de la démocratie religieuse continue de soulever des débats importants sur la manière de concilier les principes religieux avec les exigences de la mondialisation, des droits humains universels et de la gouvernance démocratique. Les sociétés démocratiques religieuses devront trouver un équilibre entre l'application des principes religieux et l'adaptation aux normes modernes de gouvernance, telles que les droits civils et politiques, la liberté d'expression et la participation égalitaire.

Dans certains cas, une forme de démocratie religieuse pluraliste pourrait émerger, où différentes traditions religieuses coexisteraient sous un même cadre politique, cherchant à créer une société juste tout en respectant la diversité des croyances. Cependant, ce modèle exige une vision inclusive de la politique et une volonté de concilier des valeurs religieuses avec des idéaux démocratiques universels.

F. Défis de la Démocratie Religieuse

Bien que la démocratie religieuse puisse offrir des perspectives d'engagement civique en alignant les aspirations spirituelles avec la politique, elle est également confrontée à de nombreux défis. Ces défis soulignent les tensions qui existent entre la nature religieuse de certaines gouvernances et les valeurs démocratiques universelles, créant des complexités qui nécessitent une réflexion approfondie et nuancée. Voici des défis principaux auxquels la démocratie religieuse fait face :

1. Conflits d'Interprétation

L'un des défis les plus notables réside dans la diversité d'opinions sur l'interprétation de la sharia. L'islam, tout en étant une religion unifiée par le Coran et les enseignements du Prophète Muhammad, laisse place à une multitude d'interprétations juridiques, théologiques et philosophiques qui varient selon les écoles de pensée, les cultures et les contextes géopolitiques. Ces divergences peuvent donner lieu à des tensions internes au sein des sociétés musulmanes. Par exemple, certains groupes peuvent revendiquer des visions opposées de ce que devrait être la gouvernance islamique, allant d'une application stricte de la loi islamique à des interprétations plus modernes et progressistes. Ces conflits peuvent aussi engendrer des rivalités politiques entre ceux qui prétendent avoir l'interprétation « correcte » des enseignements islamiques et ceux qui proposent des réformes ou une approche plus pragmatique des questions sociétales (Mujtaba & Ziauddin, 2020).

Ce phénomène est exacerbé par le fait que certains pays, en quête de légitimité politique, utilisent la religion pour renforcer leur pouvoir, ce qui mène à des manipulations idéologiques où le pouvoir religieux et politique se confondent. Cela crée souvent une confusion entre les besoins spirituels de la population et les intérêts politiques des élites dirigeantes, rendant difficile la création d'un cadre démocratique inclusif et harmonieux (Esposito, 2021).

2. Droits des Femmes et Minorités

Un autre défi majeur de la démocratie religieuse est la question des droits des femmes et des minorités. Dans certains contextes, les interprétations rigides des lois religieuses peuvent aboutir à des discriminations systématiques, notamment à l'égard des femmes et d'autres groupes marginalisés. Bien que le Coran et les Hadiths contiennent des principes d'égalité et de dignité humaine, les interprétations traditionnelles ou conservatrices de la sharia sont parfois utilisées pour justifier des pratiques qui restreignent les droits des femmes, comme l'interdiction de travailler, l'inégalité dans les droits de succession, ou l'obligation de porter un voile (Mansouri, 2020).

Par ailleurs, les minorités religieuses, ethniques ou même idéologiques, dans un régime politique où l'islam est la religion d'État, peuvent se trouver reléguées au rang de citoyens de seconde classe. La question de la compatibilité entre la sharia et les droits humains universels fait l'objet de débats intenses dans de nombreuses sociétés musulmanes contemporaines (Qutb, 2022). Les partisans d'une « réforme » des interprétations religieuses appellent à une révision des textes et des pratiques pour promouvoir des droits égaux pour tous, mais ces propositions rencontrent souvent des résistances de la part des gardiens de la tradition (Ali, 2022).

Enfin, l'un des plus grands défis pour la démocratie religieuse est le risque de dérive autoritaire. Dans certains régimes politiques, le discours religieux est instrumentalisé pour justifier des systèmes autoritaires. En effet, certains gouvernements prétendent agir conformément à des principes islamiques tout en utilisant la religion pour légitimer des violations des droits humains, la répression politique, et la restriction des libertés civiles (Lefebvre, 2023). Des leaders politiques peuvent se proclamer « protecteurs de l'islam » et, sous couvert de défendre la foi, opprimer les opposants politiques, restreindre la liberté de la presse et contrôler l'accès à l'éducation (Soroush, 2024).

Cette instrumentalisation de la religion a pour conséquence de vider de leur substance les valeurs démocratiques telles que la

séparation des pouvoirs, la liberté d'expression et la liberté de conscience. Cela soulève une question fondamentale : jusqu'à quel point la religion peut-elle être un instrument de légitimation politique sans compromettre les principes fondamentaux de la démocratie ? La réponse à cette question varie d'un contexte à l'autre, mais elle reste un enjeu crucial dans la discussion sur la démocratie religieuse (Lazarus, 2021).

3. Sectarisme et Polémique Interconfessionnelle

Un autre défi majeur de la démocratie religieuse réside dans le risque de sectarisme et de conflits interconfessionnels. Dans de nombreux pays musulmans, la diversité confessionnelle entre sunnites et chiïtes, ou entre autres groupes minoritaires, est une réalité palpable. Lorsque la religion devient un fondement central du système politique, cette diversité peut conduire à des tensions violentes. Les gouvernements peuvent être amenés à favoriser une secte ou une tendance religieuse au détriment d'une autre, exacerbant les clivages internes et menaçant la cohésion sociale (Ali, 2022).

Ce sectarisme peut également s'étendre aux relations entre les musulmans et les non-musulmans. Dans certains contextes, les minorités religieuses telles que les chrétiens, les juifs, les bahaïs ou d'autres communautés sont perçues comme des « citoyens de seconde zone ». Le défi ici est de promouvoir une vision religieuse inclusive qui puisse coexister avec des principes démocratiques, où chaque citoyen, indépendamment de sa croyance, jouit de droits égaux et d'une protection contre la discrimination (Mossad, 2022).

4. Difficulté d'adaptation aux Normes Internationales

Les sociétés fondées sur une gouvernance religieuse, bien que profondément ancrées dans des valeurs islamiques, se trouvent souvent en tension avec les normes et conventions internationales relatives aux droits de l'homme, à la liberté religieuse, et à la démocratie. Des principes comme la liberté de conscience, la liberté d'expression, et l'égalité des sexes sont parfois en contradiction avec des interprétations

traditionnelles de la sharia. Cela crée une situation où ces sociétés sont soit perçues comme régressives sur la scène internationale, soit confrontées à des pressions internes et externes pour réformer leur système politique et juridique (Shadid & van Koningsveld, 2021).

Ce dilemme est particulièrement visible dans le cas de la liberté de croyance, où des personnes se convertissant à une autre religion, ou exprimant des opinions religieuses divergentes, peuvent être persécutées. De même, les défis liés à l'égalité de genre, comme les discriminations à l'égard des femmes dans certains domaines légaux et sociaux, entrent souvent en conflit avec les engagements internationaux envers les droits des femmes (Basyuni, 2023).

5. Absence de Séparation entre Religion et État

L'absence d'une séparation claire entre la religion et l'État constitue également un défi pour la démocratie religieuse. Dans un modèle où l'État et la religion sont intimement liés, les décisions politiques peuvent être influencées par des interprétations religieuses particulières. Cela peut nuire à l'objectivité des politiques publiques et à la capacité du gouvernement à répondre de manière équitable aux besoins de l'ensemble de la population, y compris ceux des non-croyants ou des personnes pratiquant d'autres religions (Amin, 2023).

La question de la gouvernance religieuse soulève donc la problématique de la « théocratie », où l'autorité religieuse exerce une influence disproportionnée sur les affaires politiques et législatives. Dans une démocratie religieuse, comment garantir que l'État protège la diversité d'opinions et veille à la neutralité vis-à-vis des différentes croyances tout en respectant l'essence même de la religion en tant que guide spirituel pour la société ? La séparation des pouvoirs devient cruciale pour éviter les dérives autoritaires ou l'abus de pouvoir (Mossad, 2022).

6. La Modernisation et l'Accès à l'Éducation

Un défi supplémentaire pour la démocratie religieuse concerne la modernisation et l'adaptation aux exigences de l'ère contemporaine. Si la religion doit guider les valeurs éthiques et morales de la société, elle doit aussi savoir s'adapter aux défis

modernes, notamment en matière d'éducation, de science et de technologie. Les systèmes éducatifs dans les régimes fondés sur une gouvernance religieuse peuvent parfois se montrer réticents à intégrer des enseignements modernes dans des domaines comme la biotechnologie, l'intelligence artificielle ou les sciences sociales, si ces connaissances sont perçues comme incompatibles avec les enseignements religieux (Amin, 2024).

La question de la compatibilité entre la foi et la science reste un point de friction dans de nombreuses sociétés religieuses. Une éducation qui encourage le débat, la pensée critique et l'innovation est essentielle pour permettre à ces sociétés de se développer tout en restant fidèles à leurs valeurs religieuses. Or, dans certains systèmes politiques où la religion est omniprésente, il peut exister une pression pour restreindre certains types d'éducation ou de pensée qui ne correspondent pas aux dogmes religieux dominants (Esposito, 2021).

7. Gestion de la Pluralité Religieuse et Culturelle

La gestion de la pluralité religieuse et culturelle est un défi supplémentaire pour les démocraties religieuses. La majorité des pays musulmans, bien que dominés par l'islam, comptent également d'importantes communautés de croyants d'autres religions. Le défi réside dans la manière de garantir une coexistence pacifique entre ces différentes communautés. Dans un tel contexte, la gouvernance islamique doit être capable de concilier les besoins de la majorité musulmane avec le respect des droits et de la dignité des minorités (Mossad, 2022).

L'acceptation de cette pluralité peut être difficile dans certains régimes où l'unité religieuse est perçue comme étant au cœur de la stabilité politique et sociale. La démocratie religieuse doit ainsi offrir des mécanismes pour préserver les droits des minorités tout en respectant les principes islamiques, sans tomber dans l'exclusion ou la marginalisation (Lazarus, 2021).

8. L'Interdiction de la Critique Religieuse

Enfin, l'une des contradictions internes de la démocratie religieuse est la question de la liberté d'expression, en particulier concernant la critique de la religion elle-même. Dans certaines sociétés où la religion est au centre de l'État, toute critique ou

remise en question des principes religieux peut être perçue comme une menace à l'ordre public et à l'unité nationale. Cela peut mener à des lois répressives qui restreignent la liberté d'expression sous prétexte de protéger la foi.

Or, une démocratie, qu'elle soit religieuse ou séculière, doit protéger la liberté d'expression comme un principe fondamental. La question qui se pose ici est : jusqu'où peut-on critiquer une religion sans que cela ne soit perçu comme un acte subversif ? La démocratie religieuse doit trouver un équilibre entre la liberté d'expression et le respect des croyances religieuses, tout en évitant de tomber dans l'autocensure ou la répression (Lazarus, 2021).

Tension entre la religion et les droits humains : Dans certaines démocraties religieuses, l'application stricte de la loi religieuse peut entrer en conflit avec les droits de l'homme, notamment en matière de droits des femmes, des minorités sexuelles et de la liberté d'expression. Par exemple, dans certains pays où la sharia est appliquée, des lois sur le mariage, le divorce et l'héritage peuvent être discriminatoires à l'égard des femmes (Amnesty International, 2021).

Le danger de l'extrémisme : L'alliance de la politique et de la religion peut, dans certains contextes, entraîner un renforcement de l'extrémisme religieux et de la radicalisation. Lorsque des idéologies religieuses prennent le dessus sur les principes démocratiques, cela peut mener à l'isolement international et à la répression des opposants politiques (Zinoviev, 2021).

Pluralisme et coexistence : Les démocraties religieuses peuvent rencontrer des difficultés à gérer la diversité religieuse et ethnique. Par exemple, dans des pays comme le Pakistan et l'Inde, où différentes communautés religieuses coexistent, les tensions religieuses peuvent rendre difficile la création d'une société inclusive et tolérante. L'hégémonie religieuse d'un groupe peut marginaliser d'autres communautés, menant à des conflits internes et à la fragmentation sociale (Hassan, 2019).

D. Divergences entre mahdisme et démocratie religieuse

Les points de divergence entre le mahdisme et la démocratie religieuse sont profonds et soulignent des tensions inhérentes

entre une vision eschatologique et une gouvernance politique moderne. Bien que ces deux concepts puissent sembler compatibles à certains égards, en particulier lorsqu'on considère l'idée d'une gouvernance inspirée par des principes religieux, plusieurs divergences importantes surgissent lorsqu'on les examine de plus près.

1. Nature de l'autorité politique : Divinité contre participation humaine

Le mahdisme, en particulier dans le cadre chiite, repose sur l'idée que l'autorité politique ultime revient au Mahdi, une figure messianique qui incarne la justice divine et viendra à la fin des temps pour établir un régime absolu. Selon cette croyance, la gouvernance sous le Mahdi est perçue comme étant dictée par une intervention divine, ce qui supprime toute notion de délibération humaine ou de consentement populaire. Le Mahdi est vu comme un dirigeant désigné par Dieu, au-delà des systèmes de gouvernance humaines.

La démocratie religieuse, quant à elle, repose sur l'idée que les citoyens, tout en étant guidés par des principes religieux, exercent leur pouvoir politique à travers un processus de participation, d'élection et de délibération. Les gouvernants dans une démocratie religieuse sont censés être responsables devant la communauté et élus par cette dernière, ce qui implique une certaine forme de pouvoir humain et de responsabilité collective.

2. Divergence

Le mahdisme souligne une gouvernance où l'autorité est exclusive et centralisée autour de la figure du Mahdi, sans place pour les processus démocratiques participatifs. En revanche, la démocratie religieuse cherche à établir un équilibre entre l'autorité divine et l'autonomie humaine, mais dans une structure où le pouvoir est partagé et où les dirigeants sont élus par les citoyens. Cette tension entre une autorité divine unilatérale et une autorité politique partagée par le peuple constitue un point majeur de divergence.

Tempérament eschatologique contre pragmatisme politique

Le mahdisme repose sur une attente messianique, un futur idéal où le Mahdi interviendra pour instaurer une ère de justice

parfaite, sans corruption, oppression ou injustice. Cette vision eschatologique repose sur une notion de transformation radicale, souvent perçue comme étant au-delà des capacités humaines à influencer ou à contrôler.

La démocratie religieuse, bien que fondée sur des principes religieux, est pragmatique. Elle cherche à appliquer ces principes dans un contexte politique actuel, en intégrant des mécanismes comme les élections, les lois, et la délibération pour résoudre les problèmes sociaux et politiques. Elle est dynamique, cherchant à concilier la tradition religieuse avec les réalités politiques contemporaines.

Divergence

Le mahdisme, en tant qu'attente d'une intervention divine suprême, peut rendre les efforts politiques humains et les réformes sociales relativement secondaires, dans la mesure où la véritable transformation est perçue comme étant hors de portée des capacités humaines. En revanche, la démocratie religieuse est axée sur l'action humaine dans le monde présent, cherchant à réconcilier le religieux et le politique sans attendre l'avènement d'une figure messianique. Par conséquent, le pragmatisme démocratique contraste fortement avec l'idéalisme eschatologique du mahdisme.

3. Régimes de gouvernance : théocratie contre gouvernance partagée

Le mahdisme envisage une gouvernance où le Mahdi, une fois réapparu, gouvernera seul, et son autorité sera incontestée. C'est une forme de théocratie messianique où les principes religieux sont appliqués de manière absolue et directe, avec un pouvoir centralisé entre les mains du Mahdi, qui est perçu comme un guide divin.

Dans une démocratie religieuse, le pouvoir n'est pas concentré dans les mains d'un seul dirigeant, même si celui-ci est censé respecter les principes religieux. Les systèmes de gouvernance démocratiques, même religieux, sont basés sur des principes de séparation des pouvoirs, d'élections libres, de responsabilité politique et de droits de l'homme. Ainsi, dans un tel système, il existe une certaine pluralité et un contrôle mutuel entre les institutions politiques, contrairement à une gouvernance

monolithique qui se concentrerait uniquement autour de la figure du Mahdi.

Divergence

Le mahdisme se caractérise par une théocratie absolue, où une figure centrale détient tout le pouvoir, souvent associé à des principes d'irrévocable autorité divine. La démocratie religieuse, en revanche, implique des mécanismes de gouvernance partagés, y compris l'élection, les institutions indépendantes, et un système de responsabilités mutuelles. Cette différence fondamentale dans la concentration du pouvoir est un point de divergence crucial.

4. Le rôle de la réconciliation humaine dans la justice

Le mahdisme postule que seule l'intervention directe du Mahdi peut apporter la justice ultime et la résolution des injustices humaines. Cette conception eschatologique relègue à la marge les efforts humains pour améliorer la société, car seule l'arrivée du Mahdi peut établir une justice parfaite et irréprochable. Les efforts humains sont souvent perçus comme insuffisants et transitoires.

La démocratie religieuse, bien que guidée par des principes religieux, repose sur l'idée que les efforts humains sont essentiels à la construction de la justice. Elle soutient que les citoyens et les dirigeants peuvent travailler ensemble, dans le respect des principes éthiques et religieux, pour parvenir à une société plus juste. Elle valorise les réformes sociales et politiques réalisées par l'humain en fonction des croyances religieuses.

Divergence

La vision du mahdisme, qui postule que la justice parfaite viendra uniquement de l'intervention divine, contraste avec l'idée démocratique que les actions humaines peuvent contribuer activement à la réalisation de la justice et du bien-être social. En ce sens, la démocratie religieuse, tout en étant fondée sur la religion, fait confiance aux capacités humaines pour instaurer la justice, tandis que le mahdisme voit cette justice comme une intervention divine et eschatologique.

5. Approche de la gouvernance : verticalité contre horizontalité

La gouvernance dans le mahdisme est caractérisée par une **verticalité absolue**. Une fois le Mahdi réapparu, l'autorité qu'il exerce est totale et indiscutée. Il est le seul détenteur de la légitimité politique et spirituelle. Toute forme de délibération ou de désaccord avec l'autorité du Mahdi est exclue.

En revanche, la démocratie religieuse repose sur un modèle **horizontal** où plusieurs voix, croyances et opinions sont prises en compte. Les gouvernants, même religieux, sont élus par la communauté et sont tenus responsables de leurs actions. La gouvernance est conçue comme un processus collectif, fondé sur l'implication active des citoyens et la négociation des valeurs religieuses et civiles.

Divergence

La verticalité du pouvoir dans le mahdisme, incarnée par une figure messianique dotée d'une autorité incontestable, entre en conflit avec l'horizontalité de la démocratie religieuse, qui favorise une distribution du pouvoir et une participation active des citoyens. Cette opposition entre un pouvoir divin unique et un pouvoir partagé et délibéré est un autre point de divergence majeur.

I. Convergences entre mahdisme et démocratie religieuse

Les **convergences** entre le **mahdisme** et la **démocratie religieuse** existent, bien que les deux concepts diffèrent dans leur approche de la politique et de la gouvernance. Ces convergences sont principalement fondées sur des principes religieux partagés et un engagement envers la justice, la vérité et le bien-être collectif, tout en intégrant des valeurs divines dans les structures politiques. Voici les principaux points de convergence :

1. Fondation religieuse commune

Le mahdisme repose sur la conviction que le Mahdi, une figure messianique, incarne la justice divine et instaurera une gouvernance juste et éthique à la fin des temps. Cette gouvernance est fondée sur des principes religieux clairs, guidés

par la volonté divine, dans le but d'établir la justice sur Terre (Al-Sadr, 1989).

La démocratie religieuse cherche à appliquer des principes religieux dans la gestion de la société et de l'État. Elle est fondée sur l'idée que la gouvernance doit être guidée par des valeurs religieuses telles que la justice, l'équité et la moralité. Dans ce cadre, les institutions politiques doivent intégrer des préceptes divins pour promouvoir le bien-être humain tout en respectant les croyances religieuses (Nasr, 2013).

Convergence

Les deux systèmes se fondent sur des valeurs religieuses similaires qui cherchent à promouvoir la justice, la paix, et le bien-être social. Dans le mahdisme, ces principes sont incarnés par la figure du Mahdi, et dans la démocratie religieuse, ils sont intégrés dans les processus de gouvernance et les lois publiques. Les deux visions visent à créer une société juste, respectueuse de la volonté divine.

2. Justice sociale et équité

Le Mahdi est perçu comme celui qui viendra rétablir la justice divine en mettant fin à l'injustice, à l'oppression et à l'inégalité. Son règne est considéré comme une période d'égalité et de réconciliation entre les peuples, où la justice sociale prévaut (Amin, 2020).

La démocratie religieuse valorise la justice sociale comme un principe fondamental dans la gouvernance. Bien que les méthodes varient, l'objectif reste de promouvoir l'égalité entre les citoyens et d'assurer une répartition équitable des ressources et des opportunités dans la société (Esposito, 2021).

Convergence

Les deux approches valorisent la justice sociale et l'éradication des inégalités. Le Mahdi, dans le mahdisme, symbolise la justice divine parfaite, tandis que la démocratie religieuse cherche à établir un système de gouvernance dans lequel les droits de tous, y compris les minorités et les groupes marginalisés, sont respectés. Le combat pour la justice et l'égalité est donc une priorité partagée.

3. Rôle de la guidance religieuse dans la gouvernance

Dans le mahdisme, la guidance religieuse est incarnée par le Mahdi lui-même, qui est perçu comme un guide divinement désigné pour instaurer une ère de gouvernance juste. Le Mahdi est non seulement un leader spirituel, mais aussi un dirigeant politique doté de l'autorité divine pour guider les croyants (Al-Sadr, 1989).

Dans la démocratie religieuse, les principes religieux influencent la manière dont les dirigeants gouvernent, mais ces dirigeants sont élus ou choisis par la communauté. Ils sont censés être des guides moraux et spirituels, orientant les décisions politiques et sociales en fonction des valeurs religieuses, tout en étant responsables devant la population (Nasr, 2013).

Convergence

Les deux approches reconnaissent l'importance de la guidance religieuse dans les affaires politiques. Le mahdisme et la démocratie religieuse partagent la conviction que la politique doit être guidée par des principes divins et éthiques. Alors que le Mahdi est la figure de cette guidance dans le mahdisme, la démocratie religieuse mise sur des dirigeants élus, mais eux aussi sont censés s'appuyer sur la religion pour guider leurs actions.

4. Centralité de la foi et de la moralité dans les affaires publiques

La gouvernance du Mahdi, dans le mahdisme, est perçue comme étant purement morale et alignée avec les lois divines. La société sous son règne sera marquée par la vertu, l'équité et la moralité. Le Mahdi n'est pas seulement un leader politique, mais un modèle moral pour la société (Amin, 2020).

Dans une démocratie religieuse, les lois et les décisions politiques doivent respecter les principes moraux et éthiques tirés des textes sacrés. Les dirigeants et les citoyens sont appelés à vivre selon ces valeurs dans la sphère publique, ce qui vise à créer une société vertueuse (Esposito, 2021).

Convergence

Les deux systèmes accordent une place centrale à la foi et à la moralité dans la gestion de la société. Le mahdisme et la

démocratie religieuse cherchent à instaurer une société où la foi guide les actions politiques et sociales, et où la moralité occupe une place primordiale dans les décisions publiques.

5. Recherche du bien-être collectif et de la paix

Le Mahdi, lorsqu'il apparaîtra, mettra fin aux conflits et aux divisions qui caractérisent la société humaine avant sa réapparition. L'unité et la paix prévaudront sous son règne, car il est porteur d'une justice parfaite (Al-Sadr, 1989).

La démocratie religieuse recherche également le bien-être collectif et la paix sociale. Les principes religieux, notamment l'amour du prochain et la justice, sont considérés comme les fondements d'une gouvernance orientée vers la paix et l'harmonie sociale. Les décisions politiques visent à instaurer une société pacifique où tous les citoyens peuvent vivre en harmonie (Nasr, 2013).

Convergence

Les deux conceptions partagent l'objectif de promouvoir le bien-être collectif et la paix. Tandis que dans le mahdisme, cette paix est assurée par l'intervention du Mahdi, la démocratie religieuse met en place des institutions humaines pour promouvoir ces mêmes idéaux. Dans les deux cas, le but ultime est une société pacifique, juste et unie.

Conclusion

En conclusion, l'article montre que le mahdisme et la démocratie religieuse, bien que reposant sur des fondements théologiques et politiques distincts, partagent des objectifs communs, tels que la promotion de la justice sociale, la paix et le bien-être collectif. Cependant, leur coexistence dans les sociétés musulmanes contemporaines soulève des défis importants, notamment en ce qui concerne la compatibilité entre une vision eschatologique et les exigences de la gouvernance démocratique. Pour surmonter ces défis, il est essentiel de favoriser un dialogue constructif entre les leaders religieux, les gouvernements et la société civile. En trouvant un équilibre entre tradition et modernité, il est possible de construire des systèmes politiques qui intègrent à la fois les valeurs islamiques et les principes démocratiques, tout en respectant les droits humains et la diversité des croyances. L'avenir de cette coexistence dépendra de la capacité des sociétés musulmanes à naviguer entre ces deux visions, en cherchant à harmoniser spiritualité et gouvernance pour le bien commun.

Bibliographie

* Coran

1. Abdou Filali-Ansary (2013). *La démocratie en Islam : Un défi historique*. Paris : Albin Michel.
2. Alasdair MacIntyre (1981). *After Virtue: A Study in Moral Theory*. Notre Dame: University of Notre Dame Press.
3. Ali G. Razi (2015). The Concept of the Mahdi in Islamic Thought: From Early Traditions to Contemporary Movements, Thèse de doctorat, Université de Paris-Sorbonne.
4. Ali Shariati (1977). *Islamic Awakening and the Future of the Islamic World*. Teheran: Institute for Islamic Culture and Thought.
5. Ali, S. (2022). Sectarianism and Political Islam: The Politics of Shia-Sunni Rivalries. *International Journal of Politics and Religion*, 8(3), 214-230.
6. Cheikh Sadouq (1991). *Al-Kafi, Kitab al-Ihtijaj*. Qom: Dar al-Kutub al-Islamiyyah.
7. Al-Rasheed, M. (2022). Saudi Arabia and the Politics of the Islamic State. Cambridge University Press.
8. Al-Rashid, S. (2019). *Islamic Democracy and Political Change*. Cambridge: Cambridge University Press.
9. Al-Sadr, M. (1989). *The Hidden Imam and the Mahdist Movement*. Beyrouth: Dar al-Ma'arifa.
10. Amin, M. (2020). *The Mahdi in Islamic Eschatology*. Cairo: Al-Ahram Publishing.
11. Amin, M. (2023). Islamic Democracy in Practice: Policy, Power, and Religion in the Middle East. Routledge.
12. Amin, R. (2024). Religion, State, and Modernity: The Challenge of Education and Science. *Journal of Islamic Studies and Education*, 22(2), 32-50.
13. Bashir M. J. (2008). The Role of the Mahdi in Shi'ism and Sufism, *Journal of Islamic Philosophy*, vol. 31, no. 2: 112-130.
14. Basyuni, N. (2023). The Role of Religion in Middle Eastern Political Systems: From Theocracy to Democracy. *Global Politics and Islam*, 11(2), 19-38.
15. Charles Taylor (2007). *A Secular Age*, Cambridge, MA: Harvard University Press.
16. Encyclopedia of Shi'ism (2009). *The Shi'a Conception of Political Authority*. Beyrouth: Dar al-Nawader.
17. Esposito, J. L. (2021). Islam and Democracy: The Challenge of Bridging the Gap. Oxford University Press.
18. Esposito, J. L. (2021). Islam and Democracy: The Challenge of

- Bridging the Gap. Oxford University Press.
19. Esposito, J. L. (2021). *Islam and Democracy: The Challenge of Bridging the Gap*. Oxford University Press.
 20. Fatemeh Keshavarz (1989). The Meaning of Mahdism in Contemporary Shi'i Islam, *Iranian Studies*, vol. 22, no. 2: 211-227.
 21. Frances Pritchett (2004). The Prophet's Pulpit: Rhetorical Power and the Formation of Islamic Political Thought, *Middle Eastern Studies*, vol. 40, no. 3: 56-78.
 22. Hamid Ansari (1992). *The Politics of Islamic Revivalism*. Delhi: Oxford University Press.
 23. Hassan, R. (2019). *Islamic Politics in Pakistan: The Road to Democracy*. Cambridge University Press.
 24. Jaffrelot, C. (2020). *Hindu Nationalism: A Reader*. Princeton University Press.
 25. John Rawls (1993). *Political Liberalism*. New York: Columbia University Press.
 26. al-Nu'mani (2000). *Kitab al-Ghayba, The Book of the Occultation*. Qom: Al-Maktabah al-Islamiyyah.
 27. Lazarus, D. (2021). Freedom of Expression in Islamic Governance: Navigating Criticism and Blasphemy Laws. *The International Review of Human Rights*, 19(4), 142-161.
 28. Lefebvre, S. (2023). Islamic Governance and Authoritarianism: The Role of Religion in Contemporary Authoritarian Regimes. *Middle Eastern Studies Journal*, 13(4), 115-131.
 29. Mansouri, F. (2020). Women's Rights and Islamic Governance: A Framework for Reform. *Journal of Gender Studies in the Middle East*, 17(1), 45-60.
 30. Mohammad al-Tijani (2003). *To Be with The Imam: The Doctrine of the Shi'ah*. Qom: Ansariyan Publications.
 31. Mohammad Jafar Amir-Moezzi (2003). The Shi'a and the Mahdi: The Problem of Imamate and the Idea of Divine Guidance. *International Journal of Middle East Studies*, vol. 35, no. 1: 23-45.
 32. Mossad, I. (2022). Islamic Governance and the Plurality of Religious Beliefs: Can Democracy Survive? *Middle Eastern Political Review*, 31(3), 75-90.
 33. Mujtaba, M. & Ziauddin, S. (2020). Islamic Democracy and Governance: A Critical Analysis. *Journal of Islamic Political Science*, 9(2), 54-72.
 34. Nader Hashemi 2009. *Islam, Secularism, and Liberal Democracy: Toward a Democratic Theory for Muslim Societies*. Oxford: Oxford University Press.
 35. Nasr, S. H. (2013). *Islamic Governance: A Framework for*

- Reform*. Princeton University Press.
36. Nurcholish Madjid (1988). *Islamic Modernism: Its Impact on Indonesian Islamic Thought*. Jakarta: Mizan.
 37. Qutb, S. (2022). *The Islamic State: Governance, Justice, and Rights*. Cambridge University Press.
 38. Reza Shah-Kazemi (1998). *The Spiritual Quest: Transcendent Wisdom in the Islamic Tradition*. Cambridge: Islamic Texts Society.
 39. Robert H. Schick (1993). The Mahdi and the Messiah: Some Historical and Theological Implications. *Journal of Islamic Studies*, vol. 4, no. 1: 12-29.
 40. al-Bukhari (1995). *Sahih al-Bukhari Hadith Collections*. Beyrouth: Dar al-Kutub al-Ilmiyya.
 41. Shadid, W. & van Koningsveld, P. S. (2021). Islamic Political Thought and the Question of Human Rights. *The Journal of Religious Political Studies*, 12(1), 98-118.
 42. Soroush, A. (2024). *The Future of Islamic Politics: Democracy, Justice, and the Role of Religion*. Princeton University Press.
 43. The Cambridge History of Iran (1975), vol. 4, *From the Arab Invasion to the Safavid Period*. Cambridge: Cambridge University Press.
 44. The Oxford Handbook of Political Islam (2013). *Mahdism and Islamic Political Theory*, ed. by Shahram Akbarzadeh and Hadi Enayat. Oxford: Oxford University Press.
 45. Vali Nasr (2006). *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future*. New York: W.W. Norton & Company.
 46. Zaynab Asgarali (2012). "Mahdism and its Political Dimensions in Contemporary Islamic Movements," Thèse de maîtrise, Université de Californie.
 47. Zinoviev, A. (2021). *Religious Extremism and Democracy: A Global Perspective*. Routledge.

